Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France – T4 et bilan 2024

Panorama général

Altaires dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 4e trimestre et l'ensemble de l'année 2024.

18 709 défaillances au 4e trimestre 2024, un seuil historique qui conclut l'année sur un record de 67 830 procédures.

Les défaillances sont au plus haut mais le rythme décélère en fin d'année (+10 % contre +17 % sur l'année).

La situation reste difficile pour les PME-ETI de plus de 50 salariés (+26 % vs +30 %).

Avec 18 709 procédures ouvertes, le dernier trimestre établit un record pour une fin d'année et le cap des 67 000 jugements est franchi au terme de 2024.

La trajectoire de ralentissement observée depuis plusieurs mois se confirme avec une hausse deux fois moins rapide sur 12 mois : + 17 % sur 2024 contre + 36 % sur 2023. Une décélération d'autant plus marquée au 4ème trimestre (+10 %).

La situation reste particulièrement tendue chez les structures de plus de 50 salariés avec une hausse de +30 % (553) des procédures sur 2024. On observe encore des taux records chez les PME-ETI dans la manufacture (+75 %), le commerce de gros (+76 %) ou le transport (+59 %). Dans ce contexte, le nombre d'emplois menacés sur 2024 augmente et s'inscrit à 256 000 sur l'année (vs. 245 000 en 2023).

Thierry Millon, directeur des études de la société Altaires :

« Le contexte de flou politique et budgétaire, conjugué à une conjoncture économique morose, trouble la visibilité des affaires et invite à l'attentisme tant du côté des entreprises que des Français. Une stagnation générale mortifère pour les structures les plus faibles financièrement ou trop endettées, notamment celles qui n'ont pas encore pu tourner la page Covid. A ce titre, les PGE demeurent un point d'attention. Selon Bpifrance, 38,4 milliards € restaient à rembourser en décembre sur les 145 milliards accordés. L'essentiel, soit 37 milliards €, est porté par les TPE-PME. Fait rassurant, « seules » 4 % d'entre elles craindraient de ne pas pouvoir rembourser leur prêt (1). Autre facteur de remontée des défaillances, la reprise du recouvrement forcé des URSSAF (2). Parmi les redressements et liquidations judiciaires prononcées cette année, la part des entreprises qui avaient fait l'objet d'une assignation URSSAF dans les 6 mois précédents augmente (25 % des RJ, 17% des LJ au 3è trimestre). Ces taux restent cependant bien inférieurs à la situation pré Covid. Au-delà des procédures ouvertes cette année, c'est le transfert du risque vers les partenaires commerciaux qui doit être surveillé. Les défauts de 2024 consolidaient plus de 30 milliards de chiffre d'affaires, une perte de revenu que les fournisseurs devront aller chercher ailleurs. Pire encore, ces défauts portent des impayés lourds. Sur la seule population des sociétés commerciales défaillantes ayant publié leurs comptes 2023 (10 milliards € de CA agrégé), la dette vis-à-vis des fournisseurs pesait 2 milliards € auxquels s'ajoutaient 1 milliard € de dettes fiscales et sociales et 3 milliards € auprès des établissements de crédit. Dans ce contexte, le risque d'effet domino est élevé et la faible croissance attendue par l'exécutif pour 2025 (0.9 %) augure mal d'un reflux des défauts en particulier chez les TPE-PME. »